



**L**es Toulonnais et Varois connaissent bien le dossier LGV. Pour eux, il est pris en dépit

**du bon sens, à la ville comme à la campagne, et malgré les certitudes politiciennes.**

Sur le quai de la gare de Toulon, chaque matin entre 5h30 et 8h00, c'est la même chanson : le peuple du Port du Levant se presse en deux groupes distincts. D'un côté l'immense troupe de ceux qui bossent à Marseille, titulaires du TER. De l'autre celle des grands voyageurs, usagers assidus du TGV. On reconnaît les uns des autres aux bagages. Les premiers portent un petit sac ou un ordinateur portable voire rien du tout quand les seconds traînent les grosses valises à roulettes.

C'est la particularité locale. A la différence des deux autres grandes métropoles du Sud-Est, Marseille et Nice, Toulon est à la fois une vraie ville portuaire, forte de ses propres activités économiques, et une simple banlieue de la Cité phocéenne, dont nombre de citoyens, fonctionnaires, ouvriers et étudiants sont contraints à l'aube de foncer vers le rail pour "faire le métier". C'est couru très souvent, la dame dans le haut-parleur, débutant inmanquablement son horripilant "Mesdames, Messieurs", hurle qu'il y a un problème côté TER. Le plus souvent technique.

La SNCF, c'est d'ailleurs dénoncé avec force par le Conseil régional PACA, principal financier via subventions bien servies, préfère visiblement lorgner sur ses marges bénéficiaires plutôt que d'assurer le service public de transport en commun.

Le résultat des courses est assez pitoyable : les trains régionaux Toulon-Marseille en direct - ou à la limite Toulon-La Ciotat-Marseille - pallient les absences en bouleversant le cahier de route. A la limite de l'explosion, même les trains "Corail" marquent l'arrêt à toutes les gares entre villes centre.

Ainsi, une rame déjà bondée en provenance de Nice engouffre son bétail humain à Toulon, puis à La Seyne, puis à Sanary, encore à Bandol, après à Saint-Cyr, sans oublier La Ciotat, Aubagne... et on a du pot quand Saint-Charles n'est pas précédée par Blancarde. Dans ce contexte, la guerre des projets de ligne LGV, à l'horizon 2020, fait figure de sinistre plaisanterie.

Parce qu'ils s'en fichent, les usagers toulonnais. Jean-Claude, la quarantaine, fonctionnaire à Marseille, le dit comme ça : " *Le vrai problème des Toulonnais, c'est pas les grandes lignes et la grande vitesse, ça on l'a déjà. Ce n'est pas la demi-heure à allure normale entre chez nous et Marseille qui nous retarde* "... Le sentiment est largement partagé sur et en dehors des quais. Dans les brasseries de gare, notamment, les patrons s'inquiètent plus d'un projet les privant de clients que le contraire. Il faut comprendre : quand Fillon annonce que sa préférence va à une LGV Sud-Est "des grandes villes", il pense au trajet reliant en fin de parcours Marseille, Toulon et Nice.

**Jean-Claude : " 20 bornes pour un TGV, c'est une galère débile "**

En affirmant ceci, le Premier ministre flatte certes M.M. Gaudin et Falco, qui militent bec et ongles pour décrocher le pompon. Sauf qu'à Toulon, forcément, pas question d'imaginer la gare en centre-ville, mais en banlieue voire grande banlieue.

Le fonctionnaire Jean-Claude s'en amuse presque : " *Pour moi, à côté du TGV dont je*

*bénéficie aujourd'hui, partir sur La Garde ou pire à Cuers, me taper 20 bornes en bagnole, quoi, serait une galère complètement débile" !*

Les communes de La Garde (maire UMP) et de Cuers (maire communiste) font en effet partie des avant-projets. Le premier édile en serait fou de joie, prestige et solidarité UMP obligent.

Le second pas vraiment. Il pourrait reprendre sans problème les propos de son camarade de parti Guy Guigou, conseiller général de Cuers : *" Nous œuvrons depuis des années aux côtés des associations de défense, des citoyens, pour faire entendre notre voix sur ces questions d'aménagement du territoire qui demandent une mobilisation permanente. Ainsi nous défendons l'idée qu'un tel projet ne peut se faire au mépris de l'environnement de nos territoires, des populations, des bassins de vie concernés et doit tenir compte des aspects financiers essentiels. Il est vital de préserver notre environnement à une époque où chacun prend conscience de la nécessité essentielle de (...) protéger nos sites naturels "*.

Au débat environnemental et écologique (récurrent à l'approche de grands travaux en général), l'élu ajoute une couche non négligeable, à caractère économique : *" Nous devons veiller à maintenir et développer intelligemment ce qui fonde la richesse et la diversité de notre territoire. La viticulture, l'oléiculture, l'agriculture "*.

Nous y voilà. Depuis des années, en tout cas depuis qu'il est question de LGV dans le département, les opérations " escargot " menées à dos de tracteur par les paysans varois sur les autoroutes liant les exploitations viticoles des Maures à Toulon disent tout et avec bruit.

Malgré le caractère tonitruant des manifs, leurs acteurs sont au demeurant prêts à la concertation.

Michel Bouisson est agriculteur à Puget-Ville, près de Cuers. Militant farouche du Collectif TGV Sud Var. Son village (à 20 minutes de Toulon) est " trognon " comme tout, île sauvage protégée par les collines. Un royaume pour l'autochtone comme pour le citadin, pour peu qu'il aime l'air pur, les châtaigneraies, les champignons, les sangliers, le bon vin et les p'tits restos de campagne.

De là, M. Bouisson a suivi les dernières déclarations de François Fillon : *" Nous pensons que le Premier ministre ne suit que de très loin le dossier LGV. Il ne fait que confirmer ce que nous avons déjà appris à Marseille, auprès de la Région PACA, dont il faut rappeler le rôle de financier dans l'affaire, et qui a donc droit au chapitre. En réalité, je pense qu'il s'est plié à répéter les conclusions des Réseaux ferrés de France (RFF) et peut-être à rassurer les desiderata des deux grands maires sudistes, MM. Gaudin et Falco. Nous comprenons ces derniers. Ils refusent l'idée d'un tracé Nord (directement vers Nice depuis Avignon, ndr) parce qu'il les sortirait du fameux Arc méditerranéen, de l'Espagne à l'Italie. Il n'empêche. S'ils ont peut-être raison de défendre leur intérêt, nous pouvons encore négocier des solutions autres que le tout LGV "*.

.....  
*Au risque de satisfaire les décideurs politiques nous allons vers une solution qui  
risque de pénaliser notre département et même la ville de Nice*  
.....

Michel Bouisson exprime ses inquiétudes : *" Notre crainte, c'est que le projet Sud ne soit ni désiré ni souhaitable. Au risque de satisfaire les décideurs politiques un peu trop vite, nous allons vers une solution qui risque de pénaliser notre département et même la ville de Nice, a priori d'accord avec Toulon et Marseille. Ce que nous disons, c'est qu'une solution de ligne classique de dernière génération, à savoir à 210 Km/h entre Toulon et Nice, peut être mise en place. Bien sûr ce n'est pas les 350 Km/h de la nouvelle gamme TGV, mais ça va vite et c'est bougrement moins cher ! Qui plus est, cela permettrait, en projet commun, d'alimenter enfin le Centre Var, complètement oublié dans son désert en lignes ferroviaires. Cela, surtout, permettrait d'entretenir une vraie politique locale des transports, pas seulement consacrée au tout tourisme, source de spéculation foncière étouffante, mais aussi aux activités économiques pérennes et spécifiques de la région "*. Comme quoi sous la casquette on ne pense pas qu'à son lopin de terre et même si au grand dam de M. Bouisson, une ligne LGV *" c'est la perte de 7 hectares au kilomètre "*. Au point qu'il est presque à parier que ces points de vue de bon sens vont peser lourd dans les décisions gouvernementales à venir. C'est d'autant plus crédible que certains élus de droite, comme Christiane Hummel (UMP), sénateur maire de La Valette refuse elle aussi toute idée de LGV sur ces terres.

A la tête d'une commune flanquée à Toulon, sa montagne n'est pas le célèbre Faron

mais le très respectable Coudon, que l'on voudrait, pour l'instant sur papier, percer d'un tunnel dont personne ne veut. La dame est soutenue par l'association Stop TGV Toulon, qui écrivait avant-hier : “ *Le choix du fuseau devrait être connu vers la mi-juin. Actuellement, les premières études sont terminées mais confinées dans les coffres de la préfecture de région et RFF. Pourquoi* ” ?  
En un mot comme en cent, dans le Var très gourmand de rail, ni les citadins ni les ruraux n'accepteront non plus n'importe quoi.

**Enquête Claude Gauthier**  
**photo Bruno ISOLDA**